

## L'économie de la Polynésie française en 2012

### Une économie atone dans un contexte d'attentisme persistant

Après trois années de dégradation ininterrompue, l'économie polynésienne n'est toujours pas parvenue à repartir de l'avant en 2012. La grande majorité des indicateurs économiques disponibles<sup>1</sup> traduisent une année atone, sans reprise de la commande publique ou de la consommation des ménages. Mais la persistance de cette situation déprimée a eu pour conséquence d'alimenter la dégradation du marché du travail, effective tout au long de l'année, comme lors des années précédentes.

Avec un repli de leur chiffre d'affaires pour la cinquième année consécutive et des difficultés de trésorerie croissantes, les chefs d'entreprises ne retrouvent pas la confiance nécessaire pour investir et continuent à ajuster leurs charges d'exploitation afin de faire face à la baisse de leur courant d'affaires.

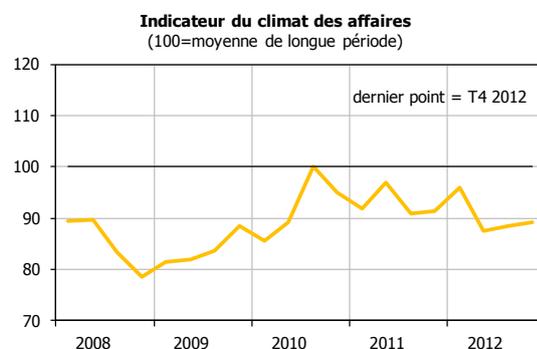
La faiblesse de l'activité persiste pour tous les secteurs, à l'exception notable du tourisme pour lequel la reprise entamée en 2011 s'est confirmée sur l'ensemble de l'année 2012.

Comme l'année passée, le secteur bancaire polynésien subit les effets de l'absence de ressort économique. Tant la collecte de dépôts auprès des agents économiques locaux que l'activité de crédit se réduisent en 2012. Il continue aussi à enregistrer une sinistralité importante, en légère amélioration cependant en fin d'année.

### UNE DEMANDE INTÉRIEURE EN BERNE

#### Le climat des affaires se dégrade

L'indicateur du climat des affaires (ICA) a continué de se dégrader en 2012, se stabilisant toutefois en fin d'année, 11 points en deçà de sa moyenne de longue période. Le redressement de l'indicateur au premier trimestre ne s'est pas confirmé par la suite. L'absence de confiance de la part des professionnels est particulièrement marquée dans les secteurs de la construction, du commerce et des services.

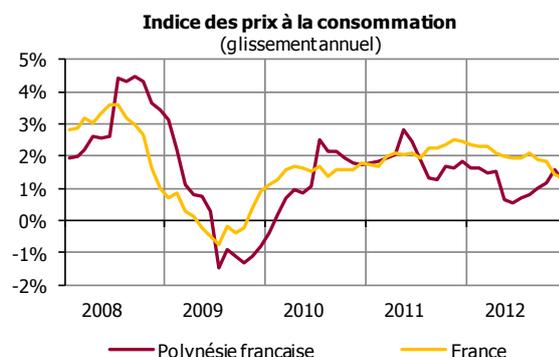


Source : Enquête de conjoncture de l'IEOM

#### L'inflation reste faible

La hausse des prix est restée faible en 2012. En moyenne annuelle, l'indice des prix à la consommation s'affiche à +1,2 %, soit un rythme inférieur à ceux observés au plan national (+2,0 %).

La progression résulte en majeure partie de la hausse des prix de l'énergie (+7,2 % après +6,4 % en 2011) et des produits alimentaires (+2,2 % après +3,0 % en 2011), ces derniers étant impactées par la hausse des cours mondiaux des matières premières alimentaires depuis le début de l'année. En revanche, le niveau élevé de chômage, limitant les négociations sur la revalorisation des salaires, contribue à modérer les pressions inflationnistes dans le secteur des services.



<sup>1</sup> Les derniers comptes économiques publiés concernent l'année 2007 et la Polynésie française ne dispose pas de comptes économiques rapides.

## Le déclin de l'emploi salarié se poursuit

L'indice de l'emploi salarié s'affiche en retrait de 2,5 % en moyenne annuelle en 2012, après -2,9 % en 2011. Cet indice enregistre une baisse significative pour sa quatrième année consécutive. Les effectifs salariés déclarés à la Caisse de prévoyance sociale (CPS) se sont réduits de 1,0 % en glissement annuel en septembre 2012 (derniers chiffres disponibles), prolongeant les baisses déjà enregistrées les deux années précédentes (-3,1 % en 2011 et -3,2 % en 2010).

Les secteurs les plus touchés sont la construction (-371 emplois, soit -4,1 % en glissement annuel) et l'industrie (-242 emplois, soit -4,9 %). Dans les secteurs du commerce et des services, l'emploi est resté stable après les ajustements effectués l'année précédente et, plus particulièrement pour le commerce, grâce au développement des grandes surfaces au cours du second semestre.

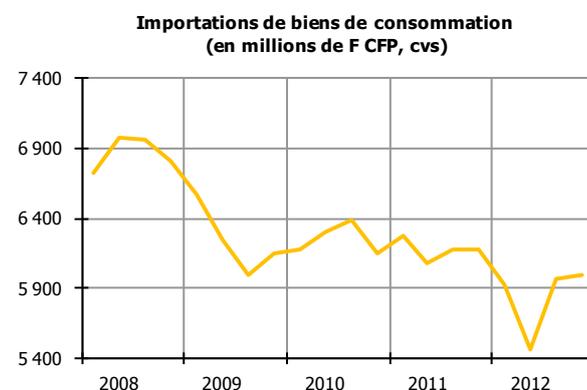


Source : ISPF

## La consommation des ménages marque le pas

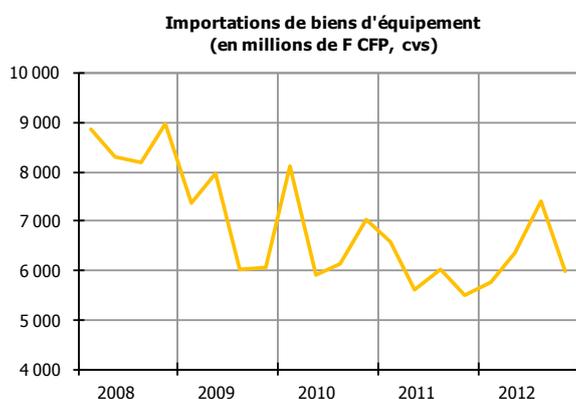
La détérioration du marché de l'emploi affecte la consommation des ménages, qui tend à se réduire à l'essentiel. En effet, les achats d'équipement se contractent fortement à l'instar des importations de biens de consommation non alimentaires (-5,5 % après -1,3 % en 2011) et des immatriculations de voitures de tourisme neuves (-5,3 % en 2012). Seule la consommation de produits alimentaires progresse à un rythme proche de celui de l'année précédente : les importations de biens alimentaires augmentent en valeur de 3,8% (+5,8 % en 2011).

Les crédits à la consommation sont également en repli (-2,5 % en glissement annuel).



Source : ISPF

## L'investissement des entreprises se stabilise



Source : ISPF

Ne percevant pas de reprise de leur activité, les entreprises polynésiennes ont une nouvelle fois faiblement investi et demeurent largement attentistes. Les importations de biens d'équipement, qui s'étaient contractées les trois années précédentes, progressent en 2012 de 7,8 % en valeur. Ce redressement tient en grande partie à des opérations exceptionnelles (acquisition d'un bateau et investissements liés à la mise en place d'un nouvel opérateur de téléphonie). Excepté ces dépenses, les investissements des entreprises sont globalement restés stables.

L'investissement des ménages en logement est également peu dynamique avec des encours de crédits à l'habitat dont le rythme de progression s'est ralenti à 2,1 % (après +4,2 % en 2011).

## Le solde commercial extérieur évolue défavorablement

Les importations de biens en Polynésie française progressent de 3,0 %, atteignant 158,5 milliards de F CFP tandis que les exportations se replient de 10,2 % (12,9 milliards de F CFP). La hausse des importations en valeur provient non seulement de celle des achats de biens d'équipement mais également de l'augmentation des cours mondiaux des matières premières (pétrole, céréales, métaux, bois, papier, etc.). Le volume des importations de pondéreux s'est, quant à lui, réduit.

La chute de la valeur des exportations s'explique avant tout par le résultat exceptionnel de l'année précédente, constitué par la vente d'un avion. Hormis cet élément, les exportations de produits locaux continuent leur progression (+4,6 % en 2012 après +2,6 % en 2011) avec de fortes hausses pour les ventes de poissons et de vanille, qui ont pu compenser les baisses enregistrées au niveau des nacres, du monoï, du noni et des perles.

Au final, le déficit de la balance commerciale s'alourdit en 2012 pour atteindre 145,6 milliards de F CFP (après 140,1 milliards de F CFP en 2011).

# LE TOURISME ÉPARGNÉ PAR LA DÉGRADATION DE LA CONJONCTURE

## Une bonne année pour la pêche

Poursuivant la tendance entamée au second semestre 2011, l'activité du secteur primaire s'est dégradée sur la première moitié de l'année 2012. Depuis mi 2012, les professionnels du secteur font toutefois part d'une reprise. Cependant, les résultats sont très contrastés selon les produits.

Le secteur perlicole a une nouvelle fois enregistré un recul de la valeur de ses exportations de perles brutes (-3,2 %, après -3,3 % en 2011 et -1,5 % en 2010). Les volumes exportés (-4,4 %) sont également orientés à la baisse. Le prix de vente se maintient à un niveau toujours faible, à 491 F CFP le gramme en moyenne sur l'année, malgré l'embellie constatée au quatrième trimestre.

En revanche, les rendements de la pêche s'accroissent très fortement cette année avec une hausse de 86,1 % en valeur des poissons exportés. Ce bon résultat tient tant à la progression des tonnages (+62 % à l'export) qu'à l'amélioration du prix de vente moyen (930 F CFP en 2012 après 810 F CFP en 2011, à l'export).

Enfin, la production de coprah en volume a progressé de 16,9 % en moyenne annuelle sur 2012. Cette croissance consolide les bons résultats enregistrés en 2011 et comble progressivement les pertes occasionnées par le cyclone Oli en février 2010.

## Une activité industrielle en dents de scie

En 2012, l'activité des entreprises industrielles a globalement stagné avec un recul au premier trimestre et une amélioration au troisième trimestre. Cette atonie de l'activité est illustrée par la stagnation des importations de biens intermédiaires (+0,5 %) et par la faible croissance de la production électrique (+1,0 %).

La production d'huile de coprah s'est une nouvelle fois bien développée (+8,3 % après +44,7 % en 2011). Cependant, les exportations de produits agroalimentaires (hors poissons) sont restées mal orientées avec la baisse des ventes de purée et jus de noni (-18,0 %), d'huile de coprah (-3,3 %) et de monoi (-10,9 %).

## Persistance des difficultés dans le secteur de la construction

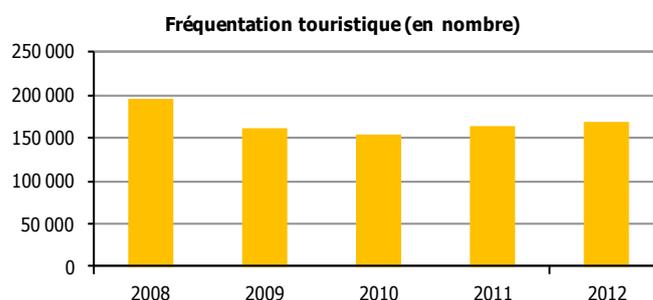
Dans le prolongement des années précédentes, le secteur du BTP est marqué par une activité dégradée qui s'accompagne de situations de trésorerie des entreprises toujours très tendues, notamment liées à l'allongement des délais de paiement de la clientèle.

La branche des travaux publics affiche une nouvelle fois des performances en retrait avec une commande publique qui se contracte encore en 2012 et qui a été principalement axée sur des travaux de réaménagement d'infrastructures portuaires, aéroportuaires et routières, ainsi que de travaux d'assainissement financés par l'Union Européenne. La branche bâtiment enregistre une réduction encore plus marquée de son activité, en l'absence de chantiers d'importance et en raison du faible niveau d'investissement des ménages.

## Légère progression de l'activité touristique

L'activité touristique confirme la reprise amorcée en 2011 avec un nombre de touristes en progression de 3,8 % sur l'année 2012. Le regain observé dans ce secteur ne permet pas encore de retrouver les niveaux d'activité antérieurs à 2008.

En 2012, le tourisme terrestre (+5,3 %) est le moteur de cette croissance, tandis que le nombre de croisiéristes recule (-4,0 %). Le coefficient moyen de remplissage des hôtels s'est amélioré à 56,8 %, contre 53,7 % un an auparavant, à la faveur de l'effet conjugué d'un accroissement du nombre de chambres vendues (+3,6 %) mais aussi de la diminution du nombre de chambres disponibles (-2,1 %), à la suite de la fermeture d'hôtels en cours d'année.



Source : ISPF

## Une activité commerciale sous contraintes

Le commerce a pâti du repli de la demande des ménages. Les professionnels du secteur déplorent un courant d'affaires dégradé tout au long de l'année écoulée. L'ouverture de plusieurs grandes surfaces en 2012 a accru la concurrence entre les enseignes, les engageant à ajuster leurs prix et à élargir leurs horaires d'ouverture, au prix d'un alourdissement de leurs charges d'exploitation. Les entreprises de ce secteur souffrent de plus en plus de tensions de trésorerie.

## TASSEMENT DE L'ACTIVITÉ BANCAIRE

Dans un climat des affaires déprimé, l'activité des établissements de crédit locaux est demeurée atone en 2012. La collecte de dépôts a conservé une orientation globalement défavorable sur l'année, en dépit d'un retournement sur le dernier trimestre de l'année. Il en a été de même pour les encours de crédits qui ont reculé de 0,6 % par rapport à l'année précédente.

### Repli des dépôts des agents économiques

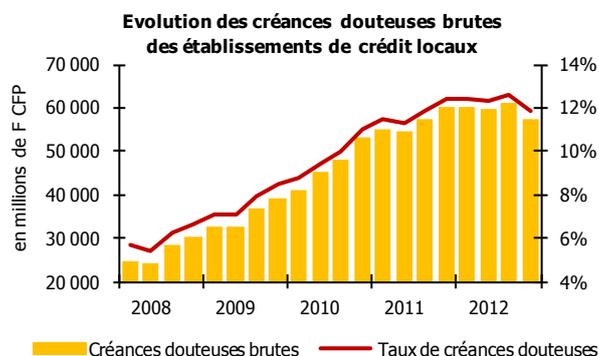
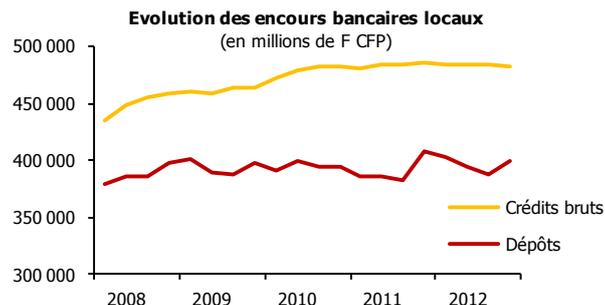
En 2012, les dépôts des agents économiques ont diminué de 2 %. Ils sont demeurés relativement stables pour les entreprises, qui ont préféré déplacer des liquidités de leurs comptes à vue vers des comptes à terme (+17 %). En revanche, les actifs des ménages ont baissé de 0,9 %, conséquences d'un marché du travail en constante dégradation. Ce sont non seulement les placements à courte échéance qui ont été affectés (-1,9 % sur les dépôts à vue), mais aussi l'épargne à long terme, à l'image des contrats d'assurance-vie (-2,5 %). Enfin, les dépôts des autres agents ont fortement reculé (-15,3 %), sous l'influence des sorties de fonds hors du Pays initiés par certains opérateurs institutionnels en cours d'année.

### Une légère décroissance des encours de crédits

L'encours sain des crédits s'est contracté de 1,2 % entre 2011 et 2012. Pour les entreprises, les crédits d'exploitation ont fortement ralenti sur l'année (-7,4 %), mais les crédits d'investissement sont repartis à la hausse (+4,1 %), grâce à quelques opérations d'envergure (téléphonie mobile notamment). L'encours des crédits aux collectivités locales s'est réduit de 5,2 % sur l'année, en l'absence de grands projets structurants (à l'image de la gare maritime de Papeete qui a été livrée début 2012). Pour leur part, les crédits aux ménages ont légèrement progressé (+0,6 %), la hausse des crédits à l'habitat (+2,1 %) ayant surpassé la baisse des crédits à la consommation (-2,5 %).

### Une forte sinistralité qui perdure

Après avoir culminé au troisième trimestre 2012 à 12,6 %, le taux de créances douteuses brutes sur la place bancaire polynésienne a reflué en fin d'année (11,9 %), sous l'impulsion des efforts d'assainissement entrepris par certains établissements de crédit. La baisse a concerné les entreprises (17,5 % contre 18,4 % en décembre 2011), le taux de créances douteuses brutes des ménages évoluant défavorablement (7,8 % contre 7,5 % en décembre 2011). La qualité du portefeuille des établissements de crédit locaux demeure fragile.



## PERSPECTIVES 2013

L'année 2012 s'est achevée dans un contexte attentiste très marqué et fortement susceptible de se prolonger au premier semestre 2013, le temps des échéances électorales qui, à la faveur de la nouvelle loi électorale, devraient mettre fin à l'instabilité politique dont la Polynésie française souffre depuis près d'une décennie. L'attente persiste également sur le redressement effectif des finances du Pays, appuyé en fin d'année 2012 par des mesures de soutien de l'Etat, indispensable à la relance de la commande publique, et conditionné par l'efficacité du plan de restructuration adopté par le Pays. De plus en plus durement éprouvée au fil des quatre dernières années, la capacité de résistance financière des entreprises et des ménages constitue le troisième enjeu majeur qui jalonnait cette année 2013, déterminante à plus d'un titre pour l'avenir économique du Pays.

Avec des carnets de commandes toujours dégarnis, les professionnels du BTP n'envisagent pas de reprise en ce début d'année 2013. Cependant, quelques éléments concordants semblent manifester un possible sursaut de la confiance des chefs d'entreprises : selon les résultats de la dernière enquête de conjoncture, ils tablent sur une reprise de l'activité au premier trimestre 2013, accompagnée d'une amélioration sur le marché de l'emploi. A court terme, ils demeurent toutefois pessimistes sur l'évolution de leur situation financière et restent peu enclins à investir sur l'année à venir.

Toutes les publications de l'IEOM sont accessibles et téléchargeables gratuitement sur le site [www.ieom.fr](http://www.ieom.fr)

Directeur de la publication : N. de SEZE – Responsable de la rédaction : P.-Y. LE BIHAN

Editeur et imprimeur : IEOM

Achevé d'imprimer : 20 mars 2013 – Dépôt légal : mars 2013 – ISSN 1968-6277